

Sécuriser les matières nucléaires ou radioactives

L'Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire va de l'avant

Spencer Abraham, ancien Secrétaire américain à l'énergie, fait le point de cette initiative.

En septembre dernier, les principaux partenaires d'une initiative mondiale visant à améliorer la sécurité nucléaire se sont réunis à Vienne dans le cadre d'une « Conférence des partenaires internationaux de l'Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire », qui a donné lieu au lancement, sous l'égide des États-Unis, d'une initiative visant à éliminer et/ou à sécuriser, dans le monde, les matières et équipements nucléaires ou radioactifs à haut risque qui menacent la communauté mondiale. L'Initiative vise les matières nucléaires ou radioactives vulnérables dans le monde entier, s'appuyant sur les activités passées et présentes de réduction de la menace.

Les États-Unis, la Fédération de Russie et l'AIEA collaborent dans le cadre de plusieurs grands programmes qui sont autant d'éléments importants de l'Initiative : le Programme russe de rapatriement du combustible utilisé dans les réacteurs de recherche, le Programme d'enrichissement réduit pour réacteurs de recherche et d'essais, et l'Initiative tripartite de sécurisation des sources radioactives à haut risque.



Spencer Abraham, ancien Secrétaire américain à l'énergie, et Alexander Roumyantsev, Ministre russe de l'énergie atomique, à une conférence de presse de l'Initiative (Austria Center, Vienne (Autriche), 19 septembre 2004).

Les activités visant la non-prolifération nucléaire vont prendre beaucoup d'importance au XXI^e siècle. Les tâches collectives qui nous incombent de prévenir la prolifération des matières nucléaires dangereuses, d'assurer la sécurité physique de ces matières, de vérifier les applications pacifiques de l'énergie nucléaire, de faire progresser la science et de surveiller les transferts de technologie vont toutes devenir, dans les jours et années à venir, plus essentielles à la sécurité internationale.

Les États-Unis d'Amérique sont plus que jamais attachés à ces idéaux. Nous avons pris, pour démontrer le sérieux de notre engagement, d'importantes mesures qui ont intensifié et accéléré l'action cruciale menée contre la prolifération.

- Pour réduire les stocks et quantités disponibles de matières nucléaires, nous avons étroitement coopéré avec la Russie pour mélanger de façon irréversible au moins 500 tonnes de son uranium hautement enrichi (UHE) excédentaire. Fin juin, plus de 216 tonnes avaient été éliminées.

- Nous avons accéléré, en Russie, la sécurisation de 600 tonnes de matières de qualité militaire. À ce jour, nous avons amélioré la sécurité de plus de 43 % de ces matières. En

intensifiant notre action, nous comptons finir de les sécuriser deux ans plus tôt que prévu.

- Nous avons intensifié notre collaboration avec la marine russe pour sécuriser ses sites d'entreposage de combustible et de têtes nucléaires, qui seront tous sécurisés à la fin de 2006. Nous avons aussi lancé avec la Russie un nouveau programme visant à améliorer la sécurité de ses sites de lancement de missiles stratégiques. Nous aurons bientôt sécurisé deux sites et nous employons à sécuriser les quinze restants d'ici à la fin de 2008.

- Nous avons œuvré pour réduire encore les quantités d'UHE de qualité militaire en convertissant, aux États-Unis et dans d'autres pays, des réacteurs de recherche à l'uranium faiblement enrichi et nous nous employons à éliminer, aux États-Unis, 174 tonnes d'UHE.

- Nous avons engagé avec la Libye, l'AIEA et des partenaires internationaux une coopération active pour démanteler l'infrastructure libyenne de production d'armes de destruction massive.

- Nous avons fait en sorte, en coordination avec nos homologues de Moscou, que l'UHE russe retourne en

Activités de l'AIEA en matière de sécurité nucléaire

Nations Unies

La résolution 1373 du Conseil de sécurité adoptée en septembre 2001 oblige tous les États Membres de l'ONU à combattre le terrorisme. Le Comité contre le terrorisme (CCT) a été créé pour suivre la mise en place, dans le monde, de moyens de lutte contre ce fléau. Douze conventions internationales, dont la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, forment l'infrastructure mondiale de lutte contre le terrorisme. Ces instruments forment la base des activités du Comité. L'AIEA participe aux travaux de ce dernier et rend compte de façon détaillée de la mise en œuvre de son programme de sécurité nucléaire.

G8 et sécurité nucléaire

Le partenariat mondial du G8 s'est engagé à accorder à la Fédération de Russie et aux nouveaux États indépendants, sur dix ans, 20 milliards de dollars qui doivent les aider à gérer leurs matières nucléaires ou radioactives. Dans le cadre de leur contribution au G8, l'Allemagne, le Canada et le Royaume-Uni ont contribué au Fonds de l'AIEA pour la sécurité nucléaire. À son sommet d'Évian, en 2003, le G8 a évoqué les contributions qu'il avait versées au Fonds et la coopération qu'il avait engagée avec l'Agence dans le cadre du programme de protection contre le terrorisme nucléaire et radiologique. Il a réaffirmé son soutien à l'action menée par l'Agence en faveur, notamment, de la sécurité des sources radioactives et s'est déclaré disposé à coopérer avec elle.

Le G8 a annoncé qu'il chargerait un groupe de travail de recenser, en étroite consultation avec l'Agence, les éléments de son Code de conduite qui sont les mieux à même d'empêcher des terroristes de se procurer des sources radioactives. Le groupe étudierait les mesures que l'on pourrait prendre pour protéger les sources et y restreindre l'accès ; conditionner et/ou recycler ces sources ; et détecter le passage de matières radioactives à des points stratégiques tels que les frontières.

Réacteur de recherche nucléaire

La sécurité des réacteurs de recherche et des installations connexes suscite, au plan international, des inquiétudes croissantes. Les réacteurs de recherche comportent des éléments qui posent des problèmes de sécurité. Certains de ces problèmes, surtout ceux liés au sabotage, sont traités par des mesures qui visent à la fois des objectifs de sûreté et de sécurité. Dans le cadre de l'approche intégrée qu'elle a adoptée pour résoudre les problèmes de sécurité nucléaire, l'AIEA a élaboré un plan d'amélioration de la sécurité des réacteurs de recherche et des installations connexes.

Ce plan comprend, outre les activités de réduction des risques portant sur le combustible et le déclassement, des mesures visant à améliorer la sécurité physique, des mesures techniques visant à réduire les vulnérabilités, un contrôle des matières, une formation visant à améliorer la culture de sûreté, des mesures législatives et réglementaires et une amélioration de la préparation aux situations d'urgence.

Union européenne

En décembre 2003, l'Union européenne a adopté une « Stratégie contre la prolifération des armes de destruction massive », qui comprend diverses mesures, dont un contrôle des exportations ; l'incrimination d'activités qui contribuent à la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes ; une protection physique des matières et installations nucléaires ; et un meilleur contrôle de l'utilisation et du stockage des sources radioactives. Cette Stratégie prévoit un resserrement de la collaboration entre l'Union européenne et des institutions multilatérales telles que l'AIEA. Dans ce cadre, l'Union a accordé à l'Agence une contribution de 3,3 millions d'euros destinés à soutenir son programme de sécurité nucléaire.

Dans leur Déclaration sur la non-prolifération des armes de destruction massive, publiée après le Sommet d'Irlande en 2004, l'Union européenne et les États-Unis ont noté que le risque que des terroristes se procurent de telles armes imposait d'adopter une stratégie à long terme et une solution multiple comprenant la participation d'institutions internationales, dont celles du système des Nations Unies. Ils ont également déclaré soutenir l'action menée par l'AIEA pour aider les pays à mettre en place un contrôle juridique et réglementaire efficace et durable des sources.

Partenariat pour la sécurité des sources radioactives

À la Conférence sur la sécurité des sources radioactives tenue à Vienne en mars 2003, le Secrétaire américain à l'énergie a annoncé une nouvelle initiative, le Partenariat pour la sécurité des sources radioactives, qui vise à éliminer « les risques liés aux sources radioactives sous-sécurisées ». Le Partenariat s'emploie, avec l'AIEA et plusieurs pays, à atténuer le risque que présentent les matières radioactives susceptibles d'être utilisées dans des engins à dispersion de radioactivité.

Le Département américain de l'énergie (DOE) et l'Agence mettent actuellement sur pied un programme régional de sécurité des sources radioactives destiné à compléter le Partenariat et, aux niveaux bilatéral et de l'AIEA, des activités de réduction des risques radiologiques. Le programme permettra à l'AIEA et au DOE de promouvoir et de soutenir, en collaboration avec un partenaire régional, d'importants projets de sécurité radiologique dans cette région. Les activités seront adaptées aux besoins des pays participants et aux compétences dont ils disposent. Le Partenariat offrira également à d'autres donateurs ayant des intérêts ou des compétences particuliers dans la région la possibilité de s'associer à lui.

Conférence internationale sur la sécurité nucléaire

Une Conférence internationale sur la sécurité nucléaire réunira à Londres, du 16 au 18 mars 2005, des spécialistes de la sécurité, des responsables de l'application des lois et d'autres personnalités. Cette conférence, intitulée « Grandes orientations pour l'avenir », permettra à la communauté internationale d'étudier le risque d'actes malveillants faisant appel à des matières nucléaires ou radioactives et aux installations connexes. Elle permettra de partager des informations sur la meilleure façon de combattre, aujourd'hui et demain, les menaces terroristes et criminelles. Pour tout complément d'information, voir le calendrier des manifestations sur le site www.iaea.org.

Russie. En 2003, en coopération avec l'AIEA et le Ministère russe de l'énergie atomique, nous avons retiré de Bulgarie 17 kilogrammes d'UHE neuf d'origine russe et l'avons rapatrié en Russie pour qu'il y soit stocké en toute sûreté.

- Nous avons aussi rapatrié de Roumanie en Russie quelque 14 kilogrammes d'UHE neuf d'origine russe afin qu'il soit mélangé et utilisé à des fins civiles ; d'un réacteur de recherche situé près de Belgrade (Serbie) 48 kilogrammes d'UHE d'origine russe ; et d'un réacteur de recherche libyen 17 kilogrammes d'UHE d'origine russe.

- Dans le cadre du programme de rapatriement du combustible usé américain, nous avons rapatrié aux États-Unis, pour stockage final, 1,179 tonne d'UHE.

- Enfin, nous avons lancé, avec l'AIEA, la Russie et nombre d'autres pays, une initiative visant à améliorer la sécurité et le contrôle de matières radioactives à haut risque qui pourraient être utilisées dans un engin à dispersion de radioactivité, également appelé « bombe sale ».

Cette action a été couronnée de succès. Elle a rendu le monde plus sûr. Chaque fois que nous avons sécurisé et éliminé des matières dangereuses, nous avons réduit, pour des terroristes, la possibilité de s'en emparer. Pour autant, cependant, il nous est apparu, ces dernières années, que nous pouvions – et devons – faire davantage encore.

Vu la constante évolution des menaces, la détermination de terroristes toujours à la recherche de nouveaux moyens de commettre l'impensable, la nécessité de s'intéresser non seulement aux États voyous, mais aussi aux réseaux obscurs et supranationaux, il est clair que nous devons trouver des façons d'améliorer, de renforcer et d'intensifier nos activités de non-prolifération.

L'Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire comprend de nouvelles mesures qui visent à aider les programmes nationaux à identifier, sécuriser, éliminer et/ou stocker le plus rapidement et promptement possible les matières et équipements nucléaires ou radioactifs vulnérables qui menacent la communauté internationale. Nous faisons cela parce que nous voulons non seulement sécuriser les matières dangereuses, mais aussi garantir la poursuite de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Cette initiative comprend quatre éléments :

- 1 Nous allons, en partenariat, rapatrier tout l'UHE neuf d'origine russe d'ici à la fin de 2005. Nous allons aussi travailler avec la Russie pour accélérer et achever, d'ici à 2010, le rapatriement de tout le combustible usé d'origine russe.

- 2 Nous allons également tâcher, dans le cadre de notre programme actuel, d'accélérer et d'achever, dans les dix ans, le rapatriement de tout le combustible usé d'origine américaine

utilisé dans des réacteurs de recherche situés dans le monde entier. Nous allons agir par ordre de priorité, en commençant par les cas qui présentent le plus de risques pour la sécurité et ceux qui recèlent des possibilités d'action diplomatique ou de coopération.

③ Nous allons convertir à l'uranium faiblement enrichi le coeur de certains réacteurs de recherche civils fonctionnant à l'UHE. Nous le ferons non seulement aux États-Unis, mais aussi dans le monde entier. Je tiens à souligner, en effet, que nous n'invitons pas les pays à mener des travaux – de sécurisation de matières ou de conversion de réacteurs – que nous ne serions pas disposés à mener chez nous, aux États-Unis.

④ Nous allons, enfin, recenser et sécuriser d'autres matières et équipements nucléaires ou radioactifs non encore visés par les activités actuelles de réduction de la menace. Nous allons d'abord devoir créer un inventaire officiel des matières à risque recensées dans le monde, ce qui inclut, de façon non exhaustive, les matières présentes dans les centrales d'enrichissement, les installations de conversion, les usines de retraitement, les réacteurs de recherche, les usines de fabrication de combustible et les installations de stockage temporaire. Cela inclut, aussi, les matières susceptibles d'être utilisées dans un engin à dispersion de radioactivité. Ce quatrième élément est absolument déterminant pour notre action car il est, sans doute, le plus difficile à mettre en œuvre. Cette difficulté tient au fait qu'il s'agit d'un élément ouvert. Il nous oblige à penser de façon créative, à prévoir l'imprévisible et à prendre les devants d'un ennemi déterminé et imaginatif. Il nécessite, enfin, une participation internationale bien plus importante.

En ce qui nous concerne, j'ai le plaisir d'annoncer que le Département américain de l'énergie accordera à l'AIEA 3 millions de dollars pour l'aider à mettre en œuvre l'Initiative. Cette contribution soutiendra d'importantes activités de coopération technique.

Nous notons avec plaisir que d'autres États Membres dégagent des moyens pour améliorer la sécurité des matières nucléaires ou radioactives. Le Gouvernement australien a récemment lancé un nouveau programme visant à sécuriser les sources radioactives dans la région Asie-Pacifique et a dégagé à cet effet quelque 3,1 millions de dollars. Nous nous félicitons de cet important engagement financier et invitons d'autres pays à en faire autant dans la mesure de leurs moyens.

Spencer Abraham a été le 10^e Secrétaire américain à l'énergie et celui qui a assumé le plus longtemps cette fonction. Il a démissionné en novembre 2004. Selon M. Abraham, l'accélération des programmes de non-prolifération visant à maintenir les matières nucléaires hors de portée des terroristes « est l'un des principaux résultats » obtenus ces quatre dernières années. Le présent article s'inspire d'un discours qu'il a tenu à la Conférence inaugurale de l'Initiative. Pour tout complément d'information : www.iaea.org/NewsCenter/News/2004/GTRI_conference.html.

Partenaires pour la sécurité nucléaire

Protéger les Jeux Olympiques

Imaginez la catastrophe. La Grèce possède 22 établissements médicaux qui utilisent des sources radioactives pour traiter les cancers et irradier les produits sanguins. Ces établissements sont sis dans 18 hôpitaux situés dans six grandes villes. Outre ces sources radioactives, un important irradiateur industriel situé dans la banlieue d'Athènes utilise un vaste équipement radioactif pour stériliser du matériel médical.

Les Grecs doivent, c'est clair, disposer de systèmes de sécurité inviolables pour empêcher qu'une catastrophe ne se produise à Athènes lors des Jeux Olympiques d'été. Avec le soutien financier du Département américain de l'énergie et l'assistance technique des Laboratoires Sandia, par conséquent, l'AIEA et la Commission hellénique de l'énergie atomique ont entrepris d'améliorer la sécurité des 22 établissements médicaux grecs utilisant des sources radioactives, cela dans le cadre d'une initiative intégrée de grande ampleur visant à faire en sorte que rien d'autre que le sport ne survienne pendant les Jeux Olympiques d'Athènes.

Ce plan intégré de sécurité nucléaire a été conçu pour protéger les installations et les matières, détecter tout trafic et usage malveillant de matières radioactives, et faire en sorte que les forces d'intervention rapides puissent agir efficacement et de façon rationnelle.

Des détecteurs de rayonnements ont été installés aux frontières et aux points d'entrée en Grèce, et des détecteurs mobiles ont été déployés ailleurs. Des compteurs manuels de rayonnements ont été distribués aux milliers d'agents de sécurité et de douaniers assurant la sécurité des Jeux. Ils ont été déployés pour détecter les matières radioactives susceptibles d'être utilisées comme armes, par des terroristes, dans un engin à dispersion de radioactivité, également appelé « bombe sale ».

L'AIEA est l'un des principaux fournisseurs de normes et d'orientations internationales en matière de sécurité et de sûreté. Elle propose également des services de conseil, de formation, d'assistance technique et d'information. Depuis sa création, le programme de sécurité nucléaire de l'AIEA a fourni assistance et soutien à des dizaines d'États de par le monde.